

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## SIXIÈME SESSION

Documents officiels

SIXIÈME COMMISSION, 271<sup>e</sup>

SEANCE

Vendredi 14 décembre 1951, à 14 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

## SOMMAIRE

## Réserves aux conventions multilatérales (suite) :

a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales] .....	111
b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874) .....	111

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

## Réserves aux conventions multilatérales (suite)

## a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales]

[Point 49, a\*]

## b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874)

[Point 50\*]

1. M. RÖLING (Pays-Bas) rappelle que la question des réserves a été soumise à l'examen de la Sixième Commission à la demande du Secrétaire général, dépositaire des conventions multilatérales et en particulier de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Le problème de la mise en vigueur de cette dernière convention s'est résolu de lui-même et la question qui se pose au dépositaire de cette convention se limite maintenant à l'enregistrement des ratifications, des réserves et des objections aux réserves. La délégation des Pays-Bas souhaite, ainsi que le représentant d'Israël l'a indiqué dans le paragraphe 2 de son projet de résolution (A/C.6/L.193 et Corr.1), que le Secrétaire général soit invité à suivre l'avis de la Cour internationale de Justice<sup>1</sup> en ce qui concerne la Convention sur le génocide.

2. Par contre, la délégation des Pays-Bas n'entend pas que cette solution soit étendue à d'autres conventions multilatérales. Ces conventions sont de plusieurs sortes. Certaines visent à établir un modèle pour des conventions bilatérales. D'autres créent un organisme ou établissent des règles juridiques. La solution peut dépendre

du genre de réserves envisagées. La Cour a indiqué à la page 22 de son avis que la possibilité de formuler des réserves dépend de la nature de la convention. M. RÖLING doute que la Cour ait réussi à trouver une solution pratique : elle a prévu une règle de conduite qui doit guider chaque Etat pour l'admissibilité des réserves. Cette règle semble réduire non seulement le droit de formuler des réserves mais aussi celui de présenter des objections aux réserves. Mais la Cour n'en tire aucune conséquence. L'idée de compatibilité des réserves joue cependant un rôle ; mais ce qui importe, c'est l'opinion des parties à propos de la compatibilité. Or, ces opinions peuvent être différentes. La Cour ne parvient ainsi à une conclusion qu'au sujet de l'opinion des Etats sur la question de savoir si un autre Etat doit ou non devenir partie à la convention, alors que la question posée à la Cour était : l'Etat réservataire est-il ou non partie à la convention ? M. RÖLING relève, d'autre part, certaines contradictions dans les réponses données par la Cour.

3. M. RÖLING estime que la solution préconisée par la Cour doit être limitée à la Convention sur le génocide. Sa délégation ne pourra donc voter pour le projet de résolution des Etats-Unis (A/C.6/L.188) qui propose d'étendre cette solution aux autres conventions multilatérales. Elle votera par contre pour le projet de résolution d'Israël (A/C.6/L.193 et Corr.1), mais à condition que le paragraphe 3 en soit supprimé de manière à limiter les réserves à la Convention sur le génocide seule.

4. La Commission du droit international a formulé, dans son rapport (A/1858)<sup>2</sup>, des règles à suivre en matière de réserves, en cas d'absence de dispositions contraires dans la convention. Mais, comme il ne s'agit pas de règles de droit positif, la délégation des Pays-Bas ne pense pas qu'elles puissent s'appliquer aux conventions dont le Secrétaire général est déjà dépositaire. En ce qui concerne ces conventions, le Secrétaire général devrait

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> Voir *Réserves à la Convention sur le génocide, Avis consultatif, C.I.J., Recueil 1951, p. 15.*

<sup>2</sup> Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, supplément n° 9, chap. 11.*

donc être invité à continuer à suivre jusqu'à nouvel ordre la pratique qu'il a suivie jusqu'à présent.

5. En ce qui concerne les futures conventions multilatérales, la délégation des Pays-Bas est favorable à la suggestion faite par le représentant du Royaume-Uni dans l'amendement (A/C.6/L.190, point 3) qu'il a proposé au paragraphe 3 du projet de résolution des Etats-Unis, recommandant l'insertion dans les conventions d'une clause sur la recevabilité ou l'irrecevabilité des réserves.

6. Par contre, la délégation des Pays-Bas ne peut pas suivre actuellement la Commission du droit international quant aux suggestions qui figurent au paragraphe 34 de son rapport.

7. Les membres de la Sixième Commission sont partagés en ce qui concerne le droit à appliquer aux réserves. Certains, pour des motifs d'universalité, préconisent le système panaméricain, d'autres, pour des motifs d'uniformité, préconisent la solution proposée par la Commission du droit international. M. Rölöng souhaite qu'il soit possible de trouver une solution intermédiaire. Le représentant du Royaume-Uni a suggéré (267<sup>e</sup> séance) de suivre la règle de la majorité en matière de réserves. Cette suggestion mérite d'être examinée par la Commission du droit international dans le cadre général de son étude sur le droit des traités et dans l'intérêt du développement du droit international. Cette commission pourrait réexaminer le contenu du paragraphe 34 de son rapport et suggérer une combinaison des deux systèmes proposés. M. Rölöng demande que, dans ce cas, la Commission du droit international réexamine notamment l'alinéa b du sous-paragraphe 5 du paragraphe 34 de son rapport, afin de limiter le délai dans lequel les Etats pourront faire des réserves.

8. La délégation des Pays-Bas soumettra à la Sixième Commission un projet de résolution visant à empêcher qu'une décision acceptée à une faible majorité ne soit imposée à la minorité, ainsi que l'a souligné le représentant du Chili (270<sup>e</sup> séance), et également à permettre de trouver une solution de compromis capable de recueillir l'appui de la majorité des Etats.

9. En terminant, M. Rölöng demande aux délégations des Etats-Unis, de la Suède et d'Israël de consentir à ce que le projet que soumettra sa délégation soit examiné par priorité, étant donné son caractère procédural.

10. M. MOUSSA (Egypte) s'élève contre la proposition des Pays-Bas tendant à renvoyer la question des réserves à la Commission du droit international. Il estime que l'ampleur des débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission rend ce renvoi inutile. Toutefois, il regrette que la question n'ait pas été abordée sous son angle naturel, celui de la légitimité et de l'opportunité des réserves.

11. M. Moussa fonde la légitimité des réserves sur le principe de l'autonomie de la volonté plutôt que sur la souveraineté des Etats. Lorsque les Etats négocient de bonne foi, les réserves sont déjà connues au cours des négociations et elles ne sont maintenues par les auteurs que si elles répondent à des nécessités vitales. Le représentant de l'Egypte invite donc la Commission à tenir compte de la réalité internationale et à se placer dans le cadre de la négociation.

12. Au sujet de l'opportunité des réserves, M. Moussa déclare qu'un Etat qui formule une réserve le fait avec le désir de la voir acceptée par tous les autres Etats. La règle de la majorité s'appliquant dans l'élaboration des traités, la réserve est un moyen légitime de protection

contre le droit de la majorité. La question de l'opportunité des réserves est une question de circonstances. Plus il y a de réserves, plus la convention est d'une application difficile, il est vrai, et cela présente un danger pour l'intégrité du texte de la convention; mais ce danger est mineur ou, plus exactement, il est fonction des circonstances.

13. Toutes les conventions peuvent, par nature, comporter des réserves, même le Pacte de la Société des Nations ou la Charte des Nations Unies. Par exemple, il avait fallu insérer dans le Pacte une clause spéciale pour interdire les réserves relatives au système de la S.D.N. De même, il avait été stipulé dans la Déclaration de Londres de 1909 que cette déclaration était indivisible et qu'aucune réserve ne pouvait être admise. Si les conventions conclues sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail ne comportent pas de réserves, c'est uniquement parce qu'elles sont conclues avec la participation de délégations non gouvernementales; les gouvernements pouvant seuls présenter des réserves, il y aurait rupture d'équilibre à leur profit si les réserves étaient admises, ainsi qu'il est dit dans un mémorandum du Directeur du Bureau international du Travail soumis au Conseil de la Société des Nations le 15 juin 1927<sup>3</sup>.

14. En réalité, un pays fait des réserves parce que, par exemple, son ordre juridique interne diffère de celui des autres Etats. La réserve constitue alors un procédé pratique qui permet à un Etat d'adapter progressivement et prudemment son ordre juridique à celui de la communauté internationale.

15. Examinant l'avis de la Cour internationale de Justice, M. Moussa ne considère pas qu'il soit d'une portée plus limitée que l'opinion de la Commission du droit international. La Cour n'a pu aborder la question spéciale du génocide qui lui était posée sans étudier le principe général. Cet avis est donc complet par lui-même. Il donne l'état du droit positif.

16. Par contre, la Commission du droit international a étudié la question sous l'angle du développement progressif du droit, mais elle a oublié d'examiner le droit positif actuel et de s'en servir comme élément de base. C'est pourquoi la délégation égyptienne ne peut accepter que l'on suive ses conclusions.

17. M. Moussa accepte le projet de résolution des Etats-Unis tel qu'il est amendé par l'amendement commun (A/C.6/L.191). Il rend hommage à la solution de compromis présentée par le Royaume-Uni (A/C.6/L.190) mais il estime que ses possibilités d'application sont douteuses.

18. M. BUNGE (Argentine) désire préciser certains points importants. Le représentant du Pérou (268<sup>e</sup> séance) a indiqué que toutes les conventions peuvent faire l'objet de réserves. Le représentant du Mexique (270<sup>e</sup> séance) a souligné la nécessité de classer les conventions de manière à adapter la règle à suivre aux différents types de conventions. Seule une étude approfondie permettrait d'atteindre cette perfection. Il est nécessaire de choisir un système souple. M. Bunge estime que le système panaméricain est à la fois souple et susceptible de perfectionnements.

19. De nombreux représentants ont confondu intégrité et indivisibilité. Certaines conventions forment un tout indivisible que l'on ne peut qu'accepter ou rejeter en

<sup>3</sup> Voir *Société des Nations, Journal officiel*, juillet 1927, p. 882 à 884.

bloc, mais ce n'est pas là l'intégrité, qui est un principe subjectif.

20. M. Bunge estime que le système de la Société des Nations ne doit s'appliquer qu'à titre exceptionnel. Dans l'une de ses interventions (267<sup>e</sup> séance), le représentant du Royaume-Uni a accepté d'appliquer la règle de la majorité. C'est abandonner à moitié le concept d'intégrité qui exige l'unanimité. Le représentant du Royaume-Uni ne pourrait-il abandonner complètement ce concept et se rallier au système panaméricain ?

21. M. Bunge souligne que le système appliqué aux réserves par les Etats américains n'est pas d'essence panaméricaine. Ainsi que le représentant de l'URSS (269<sup>e</sup> séance) l'a indiqué, les Etats latino-américains n'ont fait qu'adopter un système déjà existant, que M. Bunge voudrait voir devenir le système des Nations Unies.

22. En terminant, M. Bunge fait remarquer que les auteurs américains cités par les représentants du Chili et du Brésil n'ont pas été suivis par leurs ministères des affaires étrangères ni par la Cour internationale de Justice.

23. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) indique que sa délégation a suivi avec beaucoup d'intérêt la discussion sur la question des réserves aux conventions multilatérales; il désire présenter quelques remarques de caractère général.

24. Quatre opinions se sont fait jour au cours de la discussion. La première est favorable aux conclusions de la Commission du droit international, la deuxième à la pratique préconisée par les Etats-Unis, la troisième est également favorable aux conclusions de la Commission du droit international, mais avec quelques modifications, la quatrième est l'opinion de l'URSS.

25. En examinant le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session, il faut se rappeler qu'il y a deux groupes de conventions multilatérales : celles qui sont conclues sous les auspices des Nations Unies et celles qui sont conclues par ailleurs. Le premier groupe se subdivise en conventions de caractère humanitaire et social et en conventions portant sur d'autres sujets. La résolution 478 (V) de l'Assemblée générale demandait à la Commission du droit international d'étudier la question des réserves à la fois du point de vue de la codification du droit international et du point de vue de son développement progressif. Or, pour savoir ce que l'Assemblée générale entend par « codification du droit international » et par « développement progressif du droit international », il suffit de lire l'article 15 du statut de la Commission du droit international. Deux pratiques sont suivies en matière de réserves, celle de la Société des Nations que suit également le Secrétaire général et celle de l'Union panaméricaine.

26. Les solutions préconisées par la Commission du droit international sont conformes à l'article 15 du statut de cette commission. M. Sastroamidjojo approuve la Commission lorsqu'elle suggère d'insérer des clauses sur la recevabilité ou l'irrecevabilité des réserves et de l'effet à leur attribuer. Il approuve également la suggestion selon laquelle, en l'absence d'autres règles, il faudrait appliquer celles qu'indique la Commission et qui sont de caractère procédural. Cependant, si la délégation indonésienne accepte les suggestions de la Commission du droit international, notamment en ce qui concerne les conventions multilatérales conclues sous les auspices des Nations Unies, elle estime que la règle devrait être assouplie. M. Sastroamidjojo propose d'appliquer la règle de la majorité.

27. M. Sastroamidjojo ne pense pas que l'atteinte à la souveraineté des Etats qu'entraînerait l'application du système proposé par la Commission du droit international soit très grave en comparaison des avantages que ce système comporte.

28. En ce qui concerne la Convention sur le génocide, M. Sastroamidjojo ne partage pas l'avis de la Cour internationale de Justice, avis contraire au principe d'universalité vers lequel tendent les Nations Unies. La Convention sur le génocide est le type même de la convention conclue sous les auspices des Nations Unies et les réserves à ce type de convention constituent en réalité des amendements. C'est pourquoi la délégation de l'Indonésie estime que le système préconisé par la Commission du droit international doit, avec de légères modifications, s'appliquer dans ce cas, comme il doit s'appliquer pour toutes les conventions à caractère humanitaire ou social conclues sous les auspices des Nations Unies.

29. Le même système doit servir également de guide, pour les questions de procédure, surtout lorsque le Secrétaire général est le dépositaire de la convention.

30. Le système préconisé par la Cour internationale de Justice convient soit aux conventions conclues en dehors des Nations Unies, soit aux conventions autres que celles de caractère humanitaire ou social conclues sous les auspices des Nations Unies car dans les deux cas la souplesse est essentielle.

31. M. ABDOH (Iran) rappelle que la Commission doit décider de la suite à donner à l'avis de la Cour internationale de Justice suivant lequel l'Etat qui a formulé une réserve à la Convention sur le génocide peut devenir partie à la Convention si la réserve est compatible avec le but et l'objet de la Convention; elle doit, d'autre part, se prononcer sur les conclusions de la Commission du droit international selon lesquelles l'Etat qui formule une réserve ne pourra devenir partie à une convention qu'en l'absence d'objection de la part des autres parties.

32. Différentes solutions ont été proposées à ce sujet. La délégation des Etats-Unis a présenté un projet de résolution tendant à généraliser la solution recommandée par la Cour en ce qui concerne la Convention sur le génocide. La délégation du Royaume-Uni, par un amendement (A/C.6/L.190) au projet de résolution des Etats-Unis, veut adopter les conclusions de la Commission du droit international en ce qui concerne les conventions multilatérales autres que la Convention sur le génocide. Certaines délégations d'Amérique latine ont présenté un amendement commun (A/C.6/L.191) tendant à l'adoption du système panaméricain. Enfin, la délégation d'Israël et la délégation de la Suède ont soumis chacune un projet de résolution (A/C.6/L.192 et A/C.6/L.194 et Corr.1) tendant à renvoyer la question à la Commission du droit international afin qu'elle l'examine à nouveau et qu'elle fasse figurer ses conclusions dans son rapport sur le droit des traités.

33. La délégation de l'Iran est disposée à se rallier à cette dernière solution. Avant d'exposer les motifs qui l'ont déterminée à prendre cette décision, M. Abdoh désire présenter quelques observations d'ordre général.

34. Les différentes solutions proposées ont été appuyées par des arguments théoriques et pratiques. La délégation de l'Iran, considérant que la question est plutôt d'ordre pratique, estime que les arguments théoriques ne sont pas de nature à aider la Commission à trouver une solution. On peut, en effet, soutenir indifféremment chacune des deux thèses extrêmes en recourant à des arguments fondés sur la notion de la souveraineté de l'Etat et

sur le principe de l'autonomie de la volonté. On aboutit à des solutions différentes si l'on met l'accent sur la souveraineté des Etats qui forment des réserves ou sur celle des Etats qui opposent des objections aux réserves. Si l'on considère qu'une convention multilatérale n'est que la somme d'accords bilatéraux, on peut en conclure qu'un Etat peut devenir partie à une convention par rapport à ceux qui ont accepté ses réserves, malgré le refus d'un ou plusieurs Etats ; si l'on considère au contraire qu'une convention multilatérale n'est pas uniquement un ensemble d'accords bilatéraux, il en résulte que l'Etat qui accepte de devenir partie à une convention multilatérale le fait parce que d'autres Etats sont disposés à assumer la totalité des obligations contenues dans la convention.

35. Le système panaméricain présente un grand avantage du point de vue pratique puisqu'il permet au plus grand nombre possible d'Etats de devenir parties à une convention ; mais certains Etats ne s'engagent qu'à appliquer une partie de la convention et ne prennent cet engagement qu'envers un nombre limité d'Etats. Cela n'est pas souhaitable pour les conventions conclues sous les auspices des Nations Unies, surtout lorsqu'il s'agit de conventions à caractère législatif comme cela est souvent le cas, bien qu'il en soit autrement pour beaucoup de conventions dont le Secrétaire général est dépositaire. Le rôle important que jouent ces conventions en tant que sources principales du droit international repose sur le fait qu'elles sont acceptées dans leur totalité. Le système panaméricain, comme l'a impartialement reconnu le représentant du Chili (270<sup>e</sup> séance), peut permettre la formulation de réserves de nature à détruire l'essentiel de ces conventions, portant ainsi atteinte à la codification du droit international, puisque celle-ci suppose l'existence de règles presque unanimement admises. Les partisans de ce système ont raison toutefois de soutenir qu'un seul Etat ne devrait pas avoir le droit d'empêcher, par son objection, un Etat qui a formulé une réserve de devenir partie à une convention. Dans ces conditions, la meilleure solution serait de chercher un système offrant le plus grand nombre possible des avantages des deux systèmes et le plus petit nombre possible de leurs inconvénients. Cette solution se trouve peut-être dans la suggestion du représentant du Royaume-Uni (267<sup>e</sup> séance), selon laquelle l'objection de la part d'une certaine majorité des Etats contractants pourrait empêcher l'Etat ayant formulé des réserves de devenir partie à une convention. Le représentant de l'Argentine a demandé au représentant du Royaume-Uni, qui a renoncé en partie au principe de l'unanimité, d'y renoncer complètement. M. Abdoh pense que cela n'est pas possible et que la solution suggérée par le représentant du Royaume-Uni est une solution de compromis qui maintient quand même le principe de l'intégrité de la convention, puisque si les deux tiers ou les trois quarts des parties acceptent une réserve on peut présumer que celle-ci est compatible avec l'objet de la convention.

36. M. Abdoh remarque ensuite que la Cour aurait dû fonder son avis sur le droit existant et que la Commission du droit international, aux termes de son statut, aurait dû étudier la question du double point de vue de la codification et du développement progressif du droit international. Or, la Cour a empiété sur le domaine du développement progressif du droit en tenant compte d'un besoin nouveau d'assouplissement dans le jeu des conventions multilatérales ; son avis contient une conception nouvelle de la réserve. On pourrait faire remarquer que l'avis de la Cour va sans doute à l'encontre de l'intention présumée des parties puisque, en l'absence de disposition

expresse relative aux réserves, les parties entendaient probablement se soumettre à la pratique établie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Par contre, la Commission du droit international s'est limitée, dans ses conclusions, à formuler le droit existant sans tenir compte de ce besoin d'assouplissement que la Cour a reconnu. Ainsi, contrairement à ce qu'attendait M. Abdoh, la Cour s'est montrée trop libérale tandis que la Commission du droit international a fait preuve d'un esprit plutôt conservateur.

37. M. Abdoh dit que, en ce qui concerne la mesure dans laquelle la Sixième Commission doit adopter l'avis de la Cour, la délégation de l'Iran est disposée à adopter cet avis pour autant qu'il s'applique à la Convention sur le génocide. L'application du critère de compatibilité à d'autres conventions constitue plutôt une solution à envisager pour l'avenir, qui devrait être examinée par la Commission du droit international.

38. En ce qui concerne la mesure dans laquelle la Sixième Commission doit adopter les conclusions de la Commission du droit international, la délégation de l'Iran estime que cette dernière n'a pas entièrement rempli sa tâche ; il conviendrait donc de lui renvoyer la question pour qu'elle l'étudie, non seulement du point de vue de la codification, mais aussi du point de vue du développement progressif du droit international et pour qu'elle consacre, dans le rapport qu'elle présentera à l'Assemblée, un chapitre à cette question.

39. En ce qui concerne la mesure dans laquelle l'avis de la Cour et les conclusions de la Commission du droit international doivent servir de guide au Secrétaire général, la délégation de l'Iran pense qu'il faudrait inviter celui-ci à s'en tenir à la pratique qu'il a suivie jusqu'ici, jusqu'au moment où l'Assemblée générale lui aura donné des directives nouvelles, après examen du prochain rapport de la Commission du droit international.

40. M. Abdoh présente ensuite un amendement (A/C.6/L.195) au projet de résolution présenté par Israël (A/C.6/L.194 et Corr.1). Il approuve entièrement les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif de ce projet. Il approuve également le paragraphe 4 mais il pense qu'il serait nécessaire de préciser, avant d'inviter la Commission du droit international à examiner à nouveau la question, la raison de ce nouveau renvoi. C'est le but de son amendement, qui tend à ajouter après le paragraphe 3 du dispositif, un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« 4. Prie la Commission du droit international de réexaminer la question des droits et des devoirs du dépositaire de conventions multilatérales, en tenant compte de toutes les opinions exprimées au cours des travaux de la sixième session de l'Assemblée générale, notamment au sujet de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. »

41. La Commission du droit international devrait prendre en considération notamment, comme elle y est tenue aux termes de son statut, le besoin d'assouplissement dans le jeu des conventions multilatérales que la Cour a reconnu. Il serait plus sage, en tout cas, de demander à la Commission du droit international d'étudier à nouveau la question car il serait difficile à l'heure actuelle de parvenir à une solution qui rallie une forte majorité. Même si la Commission se prononçait pour le système panaméricain, il existerait une importante minorité et la solution adoptée ne pourrait être considérée comme définitive.



42. M. MAKTOŠ (Etats-Unis d'Amérique) désire présenter quelques observations au sujet de la proposition tendant à renvoyer de nouveau la question à la Commission du droit international.

43. Les représentants de la Suède et de l'Iran ont considéré que la seule objection présentée par la délégation des Etats-Unis contre le système classique porte sur le principe de l'unanimité qui a pour conséquence de donner à un Etat le droit d'opposer son veto à la participation d'un autre Etat à une convention multilatérale. Mais le nombre des objections de la délégation des Etats-Unis contre ce système s'élève à plus de vingt. Ce n'est donc pas en substituant le principe de la majorité à celui de l'unanimité qu'on élimine ces objections.

44. Le principe de la majorité présente d'ailleurs de graves inconvénients. M. Maktoš cite l'exemple d'une convention qui, comme les conventions de Genève de 1949 sur la protection des victimes de guerre, compte soixante signataires et qui entre en vigueur lorsque deux Etats l'ont ratifiée. Un Etat A ratifie la convention sans réserve ; un Etat B la ratifie en formulant une réserve qui est acceptée par l'Etat A. La convention entre en vigueur et les Etats A et B sont parties à ladite convention. Si deux nouveaux Etats C et D ratifient la convention et s'opposent à la réserve formulée par l'Etat B, celui-ci cesse d'être partie à la convention puisque sa réserve n'est pas acceptée par la majorité des Etats parties à la convention. Il n'existe donc aucune règle permettant de définir avec précision la situation des Etats contractants.

45. M. Maktoš pense donc que la Commission ne devrait pas retenir la proposition des délégations d'Israël, de la Suède et de l'Iran, mais qu'elle devrait trancher elle-même la question. Si elle renvoie à nouveau la question à la Commission du droit international, celle-ci, qui s'est prononcée jusqu'ici en faveur du système de l'unanimité, se ralliera peut-être, pour tenir compte des observations présentées, au système de la majorité dont on connaît les inconvénients. Il vaut donc mieux que l'Assemblée se prononce dès à présent contre ce principe.

46. M. AMADO (Brésil) rappelle que dans son intervention (267<sup>e</sup> séance) au sujet du rapport de la Commission du droit international, il s'était réservé le droit de prendre à nouveau la parole pour exprimer l'opinion de la délégation du Brésil sur l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Auparavant, M. Amado désire répondre à certaines remarques du représentant de l'Egypte selon lequel, à la lecture du rapport de la Commission du droit international ainsi que des comptes rendus des travaux de sa troisième session, on pourrait se convaincre que la Sixième Commission aurait étudié la question des réserves aux conventions multilatérales de façon plus approfondie que la Commission du droit international.

47. M. Amado ne prétend pas s'ériger en défenseur de la Commission du droit international, mais il tient à attirer l'attention sur le fait que cette commission a disposé de trois mois seulement pour examiner plusieurs questions très importantes, à savoir la définition de l'agression, la question des réserves aux conventions multilatérales, le code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, le droit des traités et le régime de la haute mer. Toutes ces questions sont fort délicates ; certaines, comme la question du plateau continental, sont entièrement nouvelles : la tâche de la Commission du droit international n'est pas facile. De plus, les débats au sein de cette commission ne présentent aucun caractère formel et il n'y a pas lieu de s'étonner du fait que les comptes rendus de

ses travaux ne sont pas plus substantiels. La Commission du droit international a consacré tous ses efforts à l'étude de la question des réserves et a minutieusement examiné tous les textes mis à sa disposition. C'est pourquoi M. Amado se croit dans l'obligation de signaler que la remarque du représentant de l'Egypte n'est pas justifiée et il tient à préciser que si, conformément à une suggestion qui a été faite, la question des réserves aux conventions multilatérales est à nouveau renvoyée à la Commission du droit international, celle-ci ne disposera encore que d'un temps limité et qu'en conséquence les résultats de ses travaux pourront, une fois encore, paraître insuffisants à certains membres de la Sixième Commission.

48. M. Amado ne veut pas aborder à nouveau le fond de la question ; il se borne à préciser que les arguments soutenus par les partisans du système des Etats américains ne l'ont pas convaincu. Il reste persuadé que, si elle était appliquée aux conventions conclues sous les auspices des Nations Unies, cette pratique provoquerait un ébranlement de la structure internationale. La question qui se pose en fait est celle de savoir si les Nations Unies veulent élaborer des conventions valables, c'est-à-dire permettre la formulation de réserves au stade des négociations, ou si elles veulent détruire toutes les règles qui ont été observées jusqu'à présent et permettre à des Etats qui parfois n'ont même pas participé aux négociations de présenter des réserves à certaines dispositions, une fois que le texte a été élaboré.

49. Parlant de l'avis de la Cour internationale de Justice, M. Amado précise que la délégation du Brésil accepte la pratique d'après laquelle l'Assemblée générale se borne à prendre acte des avis de la Cour ; en conséquence, elle est prête à accepter les conclusions de la Cour quant aux réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. A cet égard, la délégation du Brésil est d'ailleurs fidèle à sa politique traditionnelle qui veut que l'on respecte en toutes choses la Cour, organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, M. Amado croit de son devoir de faire ressortir que sa délégation n'approuve pas certains points de doctrine contenus dans l'avis de la Cour.

50. On se souviendra qu'une des raisons qui ont amené l'Assemblée générale, dans sa résolution 478 (V), à inviter à la fois la Cour internationale de Justice et la Commission du droit international à se prononcer sur la question était la crainte éprouvée par certaines délégations de voir la Cour se borner, dans l'étude de la question des réserves, aux principes du droit international positif en vigueur. Ces délégations, qui avaient leurs raisons de ne pas désirer une solution fondée sur le droit existant, avaient alors donné leur préférence à la Commission du droit international, qui examine les questions d'un point de vue plus large.

51. Or, le résultat a été surprenant : la Cour s'écarte de tous les précédents et de la doctrine pour formuler une théorie toute nouvelle, celle de la compatibilité des réserves avec le but et l'objet de la convention comme condition de leur validité. L'avis consultatif ne précise pas la source de ce principe. En fait, les juges qui ont exprimé une opinion dissidente (avis consultatif, p. 31 et suivantes) estiment que cette règle manque de fondement juridique ; ils précisent que, ni en droit ni en pratique, on ne peut prouver quoi que ce soit qui vienne confirmer l'existence, en matière de réserves, d'une distinction de cet ordre entre les dispositions d'un traité, non plus que celle d'une compétence qui permettrait à un Etat d'établir une telle distinction et d'en faire la base

d'une réserve. La Cour n'a trouvé l'inspiration de cette règle dans aucune des sources du droit international définies par l'Article 38 de son statut : ni dans les conventions internationales, ni dans la coutume internationale, ni dans les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées, ni dans les décisions judiciaires, ni enfin dans les ouvrages juridiques. D'autre part, on ne peut conclure du silence observé par les parties à la Convention sur le génocide que ces parties avaient l'intention d'écarter les doutes concernant les réserves à cette convention par un critère si éloigné de la pratique suivie jusqu'à présent par le Secrétaire général.

52. M. Amado souligne les difficultés techniques qui découleraient de l'application de l'avis de la Cour. Si les parties contractantes sont chargées de déterminer la compatibilité ou l'incompatibilité d'une réserve avec le but et l'objet de la convention, il n'est pas difficile de prévoir que les intérêts politiques ou autres pourront déformer ce jugement purement subjectif, basé sur une formule aussi vague que « l'objet et le but de la convention ». D'autre part, la tâche du Secrétaire général sera considérablement compliquée lorsqu'il s'agira d'accepter la ratification avec réserves d'un Etat que certaines parties contractantes, acceptant la réserve, considèrent comme partie à la Convention, et que d'autres parties, qui auront jugé la réserve incompatible avec l'objet et le but de la convention, ne considéreront pas comme partie à ladite convention.

53. En conclusion, la délégation du Brésil, en dépit des doutes que M. Amado vient d'exprimer, est prête à accepter l'avis de la Cour, mais elle tient à préciser que cet avis doit rester limité à la Convention sur le génocide et qu'il ne doit pas servir de base à l'établissement d'une norme pour la solution du problème des réserves aux conventions multilatérales.

54. M. VAN GLABBEKE (Belgique) donne à M. Amado l'assurance que la délégation de la Belgique, tout en n'approuvant pas toujours les conclusions de la Commission du droit international, se rend parfaitement compte des difficultés auxquelles celle-ci doit faire face dans l'accomplissement d'une tâche considérable dont on ne comprend pas toujours l'ampleur et la portée.

55. M. Van Glabbeke estime que la Sixième Commission ne dispose pas de toutes les données positives nécessaires pour résoudre le problème dont elle est saisie. Le Secrétaire général adjoint a parlé (264<sup>e</sup> séance) d'un certain nombre de conventions dont le Secrétaire général est dépositaire, précisant que, parmi ces conventions, quarante environ avaient été conclues sous les auspices de la Société des Nations et quarante sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. A un stade ultérieur des débats, le Secrétaire général adjoint a déclaré que le

nombre de ces conventions s'élevait au total à une centaine. M. Van Glabbeke désirerait savoir quel est le nombre exact des conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations, ainsi que le nombre de ces conventions qui ne sont pas en vigueur; M. Van Glabbeke croit savoir que ces chiffres sont respectivement de quarante-trois et de six. Le représentant de la Belgique désirerait également que l'on précise si les trente-sept conventions restantes sont effectivement en vigueur, et, pour chacune d'elles, combien d'Etats ont ratifié la convention ou y ont adhéré.

56. D'un autre côté, en ce qui concerne les conventions conclues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général adjoint pourrait préciser s'il existe bien au total soixante et une de ces conventions, dont trois ne sont plus en vigueur, leur objet ayant cessé d'exister. M. Van Glabbeke voudrait également savoir s'il est exact que quatorze de ces conventions ne sont pas en vigueur et connaître, pour chacune des quarante-quatre conventions restantes, le nombre d'Etats ayant ratifié ou adhéré.

57. De plus, le Secrétaire général adjoint pourrait communiquer à la Commission le nombre des réserves formulées pour chacune de ces conventions, dans la mesure où celles-ci ne comportent pas de clauses relatives aux réserves. M. Van Glabbeke croit pouvoir avancer le chiffre de dix-huit, une de ces réserves ayant été retirée par la suite. Il serait alors intéressant de savoir quels critères ont été adoptés par le Secrétaire général pour déterminer celles des remarques ou objections qui constituaient des réserves proprement dites. Le problème s'étant posé au Secrétaire général dans de nombreux cas, il pourrait être utile de savoir comment celui-ci a tranché la question.

58. Enfin, M. Van Glabbeke demande s'il est exact qu'au cours de sa longue expérience, le Secrétaire général ne se soit trouvé en présence que d'un seul cas d'objection à des réserves formulées par un Etat contractant et que ce fut précisément à propos de la ratification de la Convention sur le génocide.

59. M. Van Glabbeke est persuadé que ces renseignements clarifieraient la situation et permettraient à la Sixième Commission de tirer des conclusions pratiques.

60. M. KERNO (Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique) fait observer qu'une grande partie de la documentation qui lui sera nécessaire pour répondre aux questions du représentant de la Belgique se trouve au siège de l'Organisation. Néanmoins, M. Kern fera de son mieux pour donner satisfaction au représentant de la Belgique.

La séance est levée à 18 h. 5.